



La mort de Napoléon

Après son échec à Waterloo, Napoléon I^{er} se livre à ses ennemis britanniques. Conduit dans l'île de Sainte-Hélène, où il passe près de six ans, sous bonne garde, entouré de quelques compagnons, il y meurt le 5 mai 1821.

Dans ses « Mémoires d'Outre-Tombe », Chateaubriand décrit, avec le lyrisme qu'on lui connaît, la mort de Napoléon : « Au milieu des vents, de la pluie et du fracas des flots, Bonaparte rendit à Dieu le plus puissant souffle de vie qui jamais anima l'argile humaine ». Cette fin, « presque » solitaire, sur un rocher perdu à l'autre bout du monde, Napoléon ne l'a pas certes voulue, mais il l'a acceptée, car elle entrait dans ses calculs, lui permettant de quitter la scène comme un martyr et de servir ainsi sa légende.



Mort de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, le 5 mai 1821 (peinture de Charles de Steuben, vers 1828) © RMN-Grand Palais

Le vaincu de Waterloo

En juin 1815, Napoléon I^{er}, Empereur des Français, revenu au pouvoir après en avoir été écarté une première fois, fait face à toute l'Europe coalisée contre lui. Parti en Belgique à la rencontre des armées britanniques et prussiennes, il est battu à la bataille de Waterloo (18 juin 1815).

Rentré à Paris, Napoléon élabore des plans pour contre-attaquer, mais les chambres (Chambre des représentants et Chambres des pairs), dominées par les libéraux, refusent de voter la poursuite de la guerre. Le marquis de La Fayette, vice-président de la Chambre des représentants, encouragé par le ministre de la Police Fouché, qui joue un jeu très personnel, harangue ses collègues et fait voter les mesures nécessaires pour empêcher Napoléon d'imposer sa volonté. Dans les rues la population parisienne exprime bruyamment son souhait de ne pas voir revenir les Bourbons. Plutôt que de tenter un coup de force en s'appuyant sur un soulèvement populaire, l'empereur abdique (formellement en faveur de son fils), le 22 juin 1815.

Après quelques jours de repos (et peut être d'incertitude sur la conduite qu'il doit tenir) à la Malmaison, dans la demeure qu'il avait partagée avec son ex-épouse Joséphine, décédée quelques mois plus tôt, le souverain déchu prend la route de Rochefort, où il compte s'embarquer pour l'Amérique, accompagné de quelques fidèles. Arrivé dans la ville portuaire le 3 juillet, Napoléon est confronté à un dilemme : des navires britanniques croisent au large avec pour mission de le capturer ; tenter de passer ce blocus, par la force ou la ruse, c'est prendre le risque d'être pris comme un vulgaire malfrat, mais prolonger son séjour sur le territoire français, c'est risquer d'être capturé et exécuté par les royalistes si Louis XVIII revient au pouvoir, ce qui semble se dessiner (le 8 juillet, le roi fait effectivement son entrée à Paris). Après quelques jours de réflexion, alors que les vents ne sont pas favorables à un passage en force et que les autorités locales trouvent sa présence de plus en plus encombrante, Napoléon prend la décision de se livrer lui-même aux Britanniques, leur demandant l'asile politique. C'est une hypothèse qu'il semble avoir envisagée depuis son abdication, voyant dans ce geste « de la grandeur ». Il a par ailleurs suffisamment de notions du droit anglais pour savoir que le système de « l'Habeas Corpus » assure à toute personne résidant sur le sol de la Grande-Bretagne que « nul homme libre ne serait poursuivi, ni arrêté, ni puni dans ses biens et privilèges, ni mis hors-la-loi, ni exilé qu'après un verdict délivré par ses égaux et d'après les lois du pays ». Il sait aussi qu'il a des partisans en Grande-Bretagne. Le 15 juillet, il se met sous la protection du capitaine Maitland, commandant du « HMS Bellerophon », navire de la *Royal Navy*, qui l'accueille courtoisement.

Transporté jusqu'au port de Plymouth par le Bellerophon, Napoléon n'est pas autorisé à descendre à terre. En effet, le fait qu'il se soit rendu de son propre chef pose un problème juridique et politique au gouvernement de Londres : partagé entre les « Tories » (conservateurs au pouvoir, adversaires acharnés de Napoléon) et les « Whigs » (parti d'opposition, libéral, plutôt favorable à Napoléon), le parlement doit décider du sort de Napoléon. Après deux semaines de débats acharnés, le gouvernement a su manœuvrer de telle façon que son hôte bien encombrant ne soit pas débarqué et ne bénéficie donc pas de la protection de la loi anglaise. Transféré le 7 août sur un autre navire, le « HMS Northumberland », il est déporté sans jugement, malgré ses protestations, vers l'île de Sainte-Hélène.

Le proscrit de Sainte-Hélène

Sainte-Hélène est une petite île volcanique de 122 km² située dans l'Atlantique sud à près de 2 000 km des côtes de l'Afrique et près de 3 000 km des côtes de l'Amérique du Sud, situation

isolée qui facilite sa surveillance. Appartenant à la « Compagnie des Indes orientales », elle n'est pas *stricto sensu* un territoire britannique, et cette extraterritorialité arrange évidemment les affaires du gouvernement de Londres.

Après plus de deux mois de traversée, Napoléon arrive à l'île de Sainte-Hélène le 16 octobre 1815. Il est accompagné d'une poignée de Français qui ont accepté de le suivre dans son exil, avec l'autorisation du gouvernement britannique (qui a écarté plusieurs autres personnes), notamment son « Grand Maréchal du Palais », le général Bertrand, et son « 1^{er} officier d'ordonnance », le général Gourgaud, ainsi qu'un autre officier supérieur, le général Montholon. Il y a également un aristocrate rallié à Napoléon depuis le Consulat, le comte de Las Cases. Chacun est accompagné de sa famille. Une dizaine de serviteurs sont également présents, dont le valet de chambre Marchand, le maître d'hôtel Cipriani (un Corse qui sert aussi d'agent de renseignements à Napoléon) et le « mameluck » Ali. Un médecin doit également faire partie de l'entourage de Napoléon. N'ayant pu trouver de Français, Napoléon a choisi le chirurgien du « Bellérophon », l'irlandais O'Meara.

Napoléon va passer ses dernières années à raconter sa vie à ses compagnons d'infortune sur cette petite île du bout du monde, gardé par plus de 3 000 soldats. Les Britanniques, craignant constamment une tentative d'évasion, assurent en effet une surveillance très étroite de leur illustre prisonnier. Ce dernier est logé, avec les autres Français, dans une grande ferme aménagée pour l'occasion, « Longwood House », dans un confort très relatif. Après quelques mois, un nouveau gouverneur de l'île est désigné : Sir Hudson Lowe. Ironie du sort, ce dernier avait servi en Corse lorsque l'île était sous l'occupation britannique (« Royaume anglo-corse » de 1794 à 1796) et commandé par la suite le « Royal Corsican Rangers », unité d'infanterie composée de Corses qui combattirent les armées du Consulat et de l'Empire au service de la Grande-Bretagne. Personnage rigide et sans doute écrasé par l'ampleur de sa responsabilité, il se montre particulièrement obséquieux et souvent mesquin vis-à-vis de son prisonnier, qui le lui rend bien. Voyant son courrier censuré, sa liberté de mouvement limitée et son titre d'empereur (voire son grade de général) refusé par son geôlier, qui l'appelle simplement « Bonaparte », Napoléon limite au maximum les contacts avec ce dernier (ils n'échangent généralement que par personne interposée), quitte à s'enfermer à Longwood, se plaçant dans une position de « martyr » qui va servir sa légende.

Au fil des années, l'atmosphère devient de plus en plus pesante à Longwood, où l'on vit dans une sorte de huis clos monotone hors du temps, sous un climat chaud et humide, avec pour seule perspective d'attendre la mort de Napoléon, tous les espoirs d'aménagement de la détention, voire de retour en Europe pour le captif, s'étant progressivement éteints. Du fait des tensions entre les compagnons de l'ex-empereur, certains finissent par regagner l'Europe (Las Cases en 1816, Gourgaud en 1818...), tandis qu'O'Meara, accusé d'être trop proche de son patient au point d'en défendre les intérêts en dénonçant la façon dont il est traité, est renvoyé en Grande-Bretagne (1818), ce qui contribue à alourdir la solitude du captif.

Le dernier souffle

Dans les dernières années de sa vie, Napoléon se plaint de plus en plus de douleurs abdominales. Le nouveau médecin qui a été envoyé d'Europe pour s'occuper de lui, à partir de 1819, et avec qui il ne s'entend pas, le docteur Antommarchi, ne considère d'abord pas le problème comme sérieux. Pour ce dernier, il s'agit plutôt de désordres bénins voire d'une maladie « diplomatique » permettant à Napoléon de s'enfermer et de se soustraire au regard de ses surveillants.

Mais à partir du mois de mars 1821, il est alité en permanence et semble souffrir de douleurs atroces. Il peine à s'alimenter, vomit régulièrement et s'affaiblit de plus en plus. Aucun traitement ne semble faire son effet. Dans la nuit du 4 au 5 mai, il perd pratiquement

conscience et semble délirer. Le 5 mai, peu avant 6 heures du soir, il expire, âgé de 51 ans, entouré de ses derniers compagnons.

Officiellement, et selon les résultats de l'autopsie, Napoléon Bonaparte mourut « comme son père », d'un cancer à l'estomac. Mais bien vite, compte tenu de la personnalité exceptionnelle du défunt, de nombreuses théories contredisant la thèse officielle voient le jour. On parle évidemment d'empoisonnement, comme si un tel personnage ne pouvait pas mourir de façon naturelle. Les Britanniques sont évidemment montrés du doigt et on cherche des complicités au sein de l'entourage du captif (Antommarchi, Montholon...). Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui entretiennent cette idée, même si l'hypothèse la plus probable reste celle de la maladie. De nombreux livres et émissions ont été écrits sur le sujet.

En Europe, la mort de Napoléon ne suscite pas une grande émotion. Il fait déjà partie du passé et l'Empire, à sa chute, n'a pas laissé de bons souvenirs.

Napoléon avait souhaité être inhumé en France, mais il est aussi encombrant, sur le plan politique, mort que vivant, et la France royaliste n'a aucun désir de voir revenir le corps de « l'usurpateur » dont la tombe pourrait vite devenir un lieu de « pèlerinage ». Il est donc enterré à Sainte-Hélène, dans la vallée dite « des Géraniums », dans une tombe sans nom puis que, dans une ultime tracasserie, Hudson Lowe refuse l'inscription « Empereur Napoléon » ou même « Napoléon ». Il y repose près de 20 ans. En 1840, une expédition envoyée par le roi Louis-Philippe vient chercher le corps, avec l'accord des autorités britanniques, et le ramène en France afin de le placer dans une crypte creusée sous le dôme des Invalides à Paris.